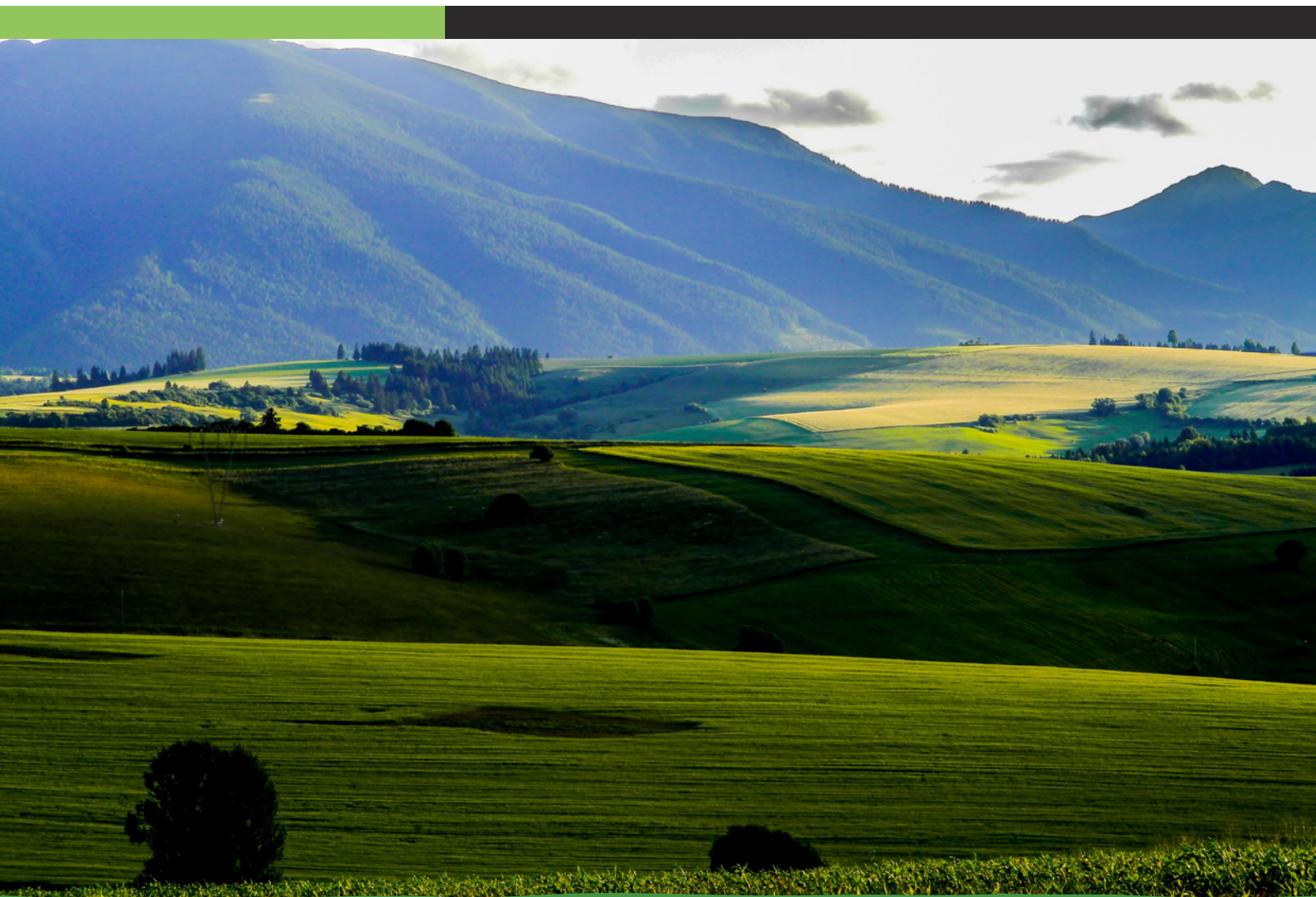




THE ECONOMICS OF
LAND DEGRADATION

La valeur des terres

Guide rapide du rapport



www.eld-initiative.org
#ELDsolutions

La valeur des terres

Des terres prospères et qui rapportent, grâce à la gestion durable des terres

Quelle est la situation actuelle ?

- 10–20 % des terres arides de la planète sont dégradées. Perte économique estimative = 6,3–10,6 mille milliards de dollars US/an.
- À l'échelle mondiale, 52 % des terres consacrées à l'agriculture sont modérément ou gravement affectées par la dégradation du sol.
- Le pourcentage de terres gravement touchées par la sécheresse a doublé entre les années 1970 et le début des années 2000.
- En Afrique, plus d'un tiers des terres et un tiers de la population sont menacées par la désertification.
- 24 % des émissions de gaz à effet de serre sont dues à l'agriculture, la foresterie et d'autres formes d'utilisation des terres.
- Au cours des vingt dernières années, les modifications de la couverture terrestre ont réduit de 4 à 20 mille milliards de dollars US/an la valeur des flux annuels de services écosystémiques.
- La valeur globale des services écosystémiques mondiaux a été estimée à 145 mille milliards de dollars US/an.
- Les modifications de la couverture terrestre au cours des 15 dernières années ont ramené à 125 mille milliards de dollars US/an la valeur totale des services écosystémiques mondiaux, soit une perte annuelle d'environ 20 mille milliards de dollars US rien que pour les modifications de la couverture terrestre.
- À l'échelle mondiale, la réduction de la valeur des services écosystémiques est estimée à 6,3–10,6 mille milliards de dollars US/an.
- L'estimation basse de la réduction de la valeur des services écosystémiques (6,3 mille milliards de dollars US/an) est plus de cinq fois supérieure à la valeur totale de l'agriculture dans l'économie de marché. L'économie écologique de la dégradation des sols indique par conséquent que l'économie de la dégradation des sols va bien au-delà de l'agriculture.

Quels sont les enjeux ?

- Chaque année et à l'échelle mondiale, la perte de services écosystémiques due à la dégradation des sols coûte 43 400–72 000 dollars US par kilomètre carré.
- La perte de services écosystémiques due à la dégradation des sols coûte 870–1 450 dollars US par personne et par an (accumulé, cela dépasse le PIB de 15 pays).
- En prenant des mesures, ne serait-ce que pour empêcher la perte de la couche arable des sols afin d'améliorer la productivité agricole, les avantages s'élèveraient à près de mille milliards de dollars US au cours des 15 prochaines années rien qu'en Afrique. De même, le coût de l'inaction à cet égard serait de près de deux mille milliards de dollars US pendant la même période.
- Alors que l'agriculture ne représente qu'un faible pourcentage du PIB mondial, la réduction de la valeur des services écosystémiques représente de 10–17 % (63 mille milliards de dollars US). Les terres agricoles contribuent de manière considérable aux résultats des services écosystémiques dont il n'est pas tenu compte lorsque seule la valeur en dollars des produits agricoles est prise en compte (environ 1,7 mille milliards de dollars US/an, soit 2,8 % du PIB mondial annuel).
- 50 millions de personnes seront forcées de se déplacer au cours des 10 années à venir en raison de la désertification et de la dégradation des sols. Pris ensemble, ces migrants représentent la population du 28ème pays le plus peuplé du monde.
- Les problèmes fonciers ont joué un rôle majeur dans 27 importants conflits survenus en Afrique depuis 1990.
- Le Burkina Faso a connu une chute de productivité de 40 % due à des problèmes de litiges fonciers.
- Pour donner une idée de l'importance de l'impact, plus de la moitié des terres dans de nombreuses régions (Afrique sub-saharienne, Amérique du Sud, Asie du Sud-Est, Europe du Nord, etc.) est caractérisée par la mauvaise qualité du sol et 12 millions supplémentaires d'hectares de terres sont dégradés chaque année, alors qu'au lieu de cela on aurait pu produire 20 millions de tonnes de céréales.



Que va-t-il se passer ?

En comparant les coûts économiques de l'action avec ses avantages, l'impact sur le bien-être des populations et les effets à long terme des décisions, on dispose des éléments nécessaires pour choisir des solutions de gestion durable des terres. Dans toutes les études de l'Initiative ELD (économie de la dégradation des terres) réalisées à ce jour, l'action est économiquement plus profitable que l'inaction.

- L'adoption de mesures de gestion durable des terres peut entraîner un accroissement de la production agricole chiffré à 1,4 mille milliards de dollars US.
- Le retour sur investissement de la restauration des écosystèmes est élevé – 50 % pour les forêts tropicales, 20 % pour les autres forêts, 42 % pour les zones arbustives et 79 % pour les pâturages sur une période de 40 ans.
- Au Mali, on estime que l'adoption de mesures agroforestières durables devrait créer un retour sur investissement de 13 dollars US pour chaque dollar investi.
- L'adoption de mesures contre la perte d'éléments nutritifs due à l'érosion du sol sur 105 millions d'hectares permettrait d'économiser jusqu'à 62,4 milliards de dollars US (en valeur actuelle nette) sur les 15 ans à venir. Cette estimation est basée sur les résultats d'une étude de l'Initiative ELD menée dans 42 pays africains.
- L'accroissement des stocks de carbone dans le sol peut créer une valeur jusqu'à 480 milliards de dollars US.
- En Jordanie, l'adoption de techniques de gestion durable des terres dans un bassin d'environ 380 000 hectares se traduirait par des avantages s'élevant à 203,1–461,2 millions de dollars US.
- Des taux de rentabilité économique allant de 12 % à plus de 40 % ont été constatés pour un certain nombre de projets (entre autre conservation du sol et de l'eau au Niger, irrigation gérée par les agriculteurs au Mali, gestion forestière en Tanzanie, vulgarisation entre agriculteurs en Éthiopie, et irrigation des vallées dans le nord du Nigeria et du Niger). Des taux de rentabilité économique de plus de 40 % ont été constatés pour l'irrigation à petite échelle des vallées. Un scénario intégré de reboisement et d'exploitation durable des terres élaboré par l'UICN pour le Soudan présente un potentiel d'accroissement de 10 tonnes de la séquestration de CO₂ dans le sous-sol et en surface, par hectare et par an. L'analyse des résultats donne à penser que le coût des dommages évités pour la société mondiale est de l'ordre de 867 dollars US par hectare.

Quelles sont les conditions nécessaires ?

- Avec l'augmentation nécessaire de 70 à 100 % de la production alimentaire d'ici à 2050 (pour faire face à la demande mondiale d'une population croissante et à la réduction de la production agricole), la gestion durable des terres doit devenir un objectif essentiel des investissements (de l'ordre de 30 milliards de dollars US annuellement).
- Les politiques n'adoptant pas une approche globale d'évaluation des services écosystémiques peuvent entraîner des coûts sociaux et économiques imprévus.
- En Chine, la probabilité des investissements a augmenté de 76 % grâce à l'enregistrement foncier, alors que le Nicaragua a connu une augmentation de la productivité supérieure à 50 % après l'établissement de titres fonciers.
- Une panoplie d'instruments allant d'un régime foncier étatique et de mécanismes de réglementation à des approches plus incitatives, notamment des instruments financiers (par ex. réforme des subventions ou allègements fiscaux) et la création et le développement de nouveaux marchés pour différents services écosystémiques, peut faciliter la gestion durable des terres.
- Une approche globale d'évaluation des services écosystémiques doit être adoptée pour l'élaboration des politiques.
- Les problèmes de dégradation des terres doivent être intégrés dans des cadres de développement intersectoriel, et les stratégies doivent tenir compte des implications culturelles ayant un impact sur les moyens d'existence.
- Les communications doivent être adaptées aux besoins des différentes parties prenantes, doivent inclure des dialogues bilatéraux au niveau national et local et doivent être disponibles, accessibles et visibles pour tous et en temps voulu.
- Il faut encourager l'instauration de partenariats entre le gouvernement, la société civile, le secteur privé, et les acteurs internationaux et régionaux, pour constituer des équipes multipartites permettant de s'attaquer aux manques de ressources, d'apprentissage, de gouvernance et de connaissances et d'assurer une gestion durable des terres. L'initiative ELD peut jouer un rôle utile à cet égard.
- Il faut mettre en place des défenseurs nationaux des idées de l'ELD en matière d'évaluation et de prise en compte des services écosystémiques.
- Les investissements du secteur privé dans la gestion durable des terres ne sont pas seulement indispensables pour la santé future de la planète, ils sont également économiquement profitables dans tous les secteurs. Par exemple, en Indonésie, la production durable d'huile de palme sur les terres déjà dégradées au lieu de détruire la forêt tropicale peut produire une augmentation de 16 % du taux de rentabilité interne avec, en plus, l'avantage supplémentaire du doublement de la production d'huile de palme.

La terre est importante – préservons-la !



THE ECONOMICS OF LAND DEGRADATION

Missions de cette initiative

Grâce à un partenariat interdisciplinaire ouvert :

- Nous élaborons un cadre holistique de prise en compte des valeurs socioéconomiques des terres dans les processus de décision publique;
- Nous préparons un argumentaire économique solide mettant en avant les bénéfices liés à l'adoption de pratiques de gestion plus durable des terres de l'échelle locale à l'échelle mondiale ;
- Nous estimons les bénéfices socioéconomiques liés à l'adoption de pratiques de gestion plus durable des terres et les comparons aux coûts de ces pratiques ;
- Nous renforçons la prise de conscience de la valeur socio-économique des terres et des services écosystémiques terrestres ;
- Nous proposons des solutions pratiques, pragmatiques et efficaces pour des actions et politiques adaptées, visant à réduire la dégradation des terres, à atténuer les changements climatiques et à assurer la sécurité alimentaire, énergétique et hydrique à l'échelle mondiale.

Pour plus d'informations :
www.eld-initiative.org



Pour obtenir plus d'informations ou formuler des commentaires, merci de contacter :
Secrétariat de l'ELD
Mark Schauer
c/o Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Friedrich-Ebert-Allee 36
53113 Bonn, Allemagne

T + 49 228 4460 3740
E eld@giz.de

Imprimé dans l'UE sur du papier certifié SFC
Bonn, septembre 2015 ViP
© 2015



www.eld-initiative.org
#ELDsolutions